

Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen (AGEG)
Asociación de Regiones Fronterizas Europeas (ARFE)
Association des régions frontalières européennes (ARFE)
Association of European Border Regions (AEBR)
Comunità di lavoro delle regioni europee di confine (AGEG)
Europæiske grænseregioners Arbejdsfællesskab (AGEG)
Werkgemeinschaft van Europese grensgebieden (WVEG)
Associação das Regiões Fronteiriças Europeias (ARFE)
Σύνδεσμος Ευρωπαϊκών Συνοριακών Περιφερειών (ΣΕΣΠ)
Stowarzyszenie Europejskich Regionów Granicznych (SERG)



Cinquième rapport de cohésion Résumé 2008

Cinquième rapport intermédiaire sur la cohésion économique et sociale

Croissance des régions, croissance de l'Europe

Résumé

1. Généralités

Le Traité de Lisbonne ajoute le terme «territoriale» à la cohésion économique et sociale. En 2008, la Commission adoptera en 2008 une déclaration sur le nouvel agenda social et un livre vert sur la cohésion territoriale.

En septembre 2007, la Commission européenne a lancé une consultation publique sur l'avenir de la politique de cohésion et sur le thème «Croissance des régions, croissance de l'Europe». Les résultats de cette consultation et les pistes de réflexion de la Commission figurent dans le cinquième rapport intermédiaire sur la cohésion économique et sociale.

Les objectifs et les priorités de la politique de cohésion jouent un rôle important pour la construction de l'Union européenne. La continuation de cette politique est souhaitée tout comme la renationalisation est presque unanimement rejetée. La politique de cohésion doit réduire les différences au niveau du développement économique et social des régions européennes : concentration sur les régions présentant un retard de développement.

La politique de cohésion n'est toutefois pas un simple mécanisme de solidarité mais une politique pour l'ensemble du territoire de l'UE, afin d'utiliser les potentiels de développement endogènes des régions.

La coopération territoriale, y compris la coopération transfrontalière, reste un élément important de la politique de cohésion et un objectif autonome qui s'agit de développer. Elle représente un exemple parfait de création d'une valeur ajoutée.

La politique de cohésion doit gérer ces nouveaux défis (globalisation et changement démographique, changement climatique etc.), elle n'est toutefois ni le seul ni le plus important instrument pour faire face à ces défis.

2. Il existe un consensus autour des thèmes supérieurs suivants :

- Renforcement de la compétitivité : La croissance et l'emploi sont prioritaires, en particulier dans le domaine de la recherche, de l'innovation, de l'éducation, de l'aide aux PME etc.
- Mesures de politique de travail : promotion de l'emploi, de la cohésion sociale et réduction du risque de pauvreté.

- Durabilité de la politique de cohésion.

La cohésion territoriale permet de renforcer le rôle des autorités régionales et locales ainsi que des autres acteurs pour mettre en exécution la politique de cohésion. L'interdépendance des zones urbaines et rurales est également mise en valeur et représente un aspect important de la politique de cohésion. La dimension territoriale doit être mieux prise en compte dans le cadre des politiques sectorielles.

Une plus grande flexibilité est souhaitée au niveau de la coopération territoriale (par exemple, les régions ne doivent pas seulement coopérer avec les régions voisines du territoire géographique, bien que la coopération entre les régions voisines soit considérée comme particulièrement importante).

Commentaire de l'ARFE : très dangereux de mélanger le transfrontalier, le transnational et l'interrégional (danger d'une augmentation de la centralisation, les problèmes des régions frontalières sont négligés en faveur des priorités nationales : projets phare ! etc.).

3. Mise en exécution de la politique de cohésion

Une approche stratégique plus forte, une meilleure distribution des compétences entre les différents niveaux et une meilleure décentralisation sont souhaitées.

Le nouveau principe «un programme, un fonds» est perçu de façon critique dans de nombreuses contributions, tout autant que les moyens administratifs nécessaires et les exigences en matière de contrôle. Le manque de coordination entre le FEDER, le FSE et les fonds de cohésion est également souligné (au regard d'un développement stratégique, il est demandé de les regrouper en un seul fonds).

Tendance perceptible de la Commission

La politique de cohésion est avant tout une politique structurelle, c.à.d. une orientation stratégique à moyen et à long terme. Dans ce contexte, il faut donc examiner de façon critique la flexibilité (à court terme) qui est demandée par de nombreuses personnes.

Il semble nécessaire de mettre en place une coordination entre la politique de cohésion et les autres secteurs politiques de la Communauté et des États membres / régions (mots clés : aspects régionaux dans les mesures sectorielles ; concepts cohérents entre la politique de cohésion et le développement rural).

4. Convergence, croissance et restructuration économique dans les régions de l'UE

Les régions sont divisées en trois catégories en fonction des objectifs suivants :

- convergence,
- transition,
- «compétitivité régionale et emploi».

Les régions en convergence, avec 58 % de la moyenne communautaire, ont un PIB par tête encore largement inférieur, alors que les régions en transition se rapprochent de la moyenne communautaire. Le taux d'emploi atteint 58 % dans les régions en convergence alors que les régions en transition, avec 63 %, enregistrent une nette progression (à titre de comparaison : 68 % des régions de l'objectif «compétitivité régionale et emploi»).

Les trois types de régions diffèrent par la structure économique, l'évolution de la croissance et la productivité. C'est ainsi que la productivité des régions en convergence n'atteint au maximum que 50 % de celle des régions de l'objectif «compétitivité régionale et emploi». L'emploi a également reculé dans les régions en convergence, alors qu'il a progressé dans les deux autres types de régions.

Trois secteurs de croissance sont examinés à l'échelon régional :

- Finances et prestations de services destinées aux entreprises
- Commerce, transports et communication
- Métiers du bâtiment.

Les secteurs de croissance ont apporté une contribution importante dans les régions en convergence et dans les régions en transition. Ils ont contribué à la création de nombreux emplois dans les régions en convergence sans toutefois réussir à compenser les pertes d'emplois dans l'agriculture. Les régions en transition rattrapent rapidement leur retard sur les régions de l'objectif «compétitivité régionale et emploi».

Les compétences et les qualifications sont des facteurs importants. La part des personnes hautement qualifiées atteint 17 % dans les régions en convergence mais reste nettement inférieure aux deux autres types de régions. Les régions en transition rattrapent rapidement leur retard.

La part des ressources humaines dans le domaine des sciences et des techniques atteint 12 % dans les régions en convergence et reste inférieure aux régions de l'objectif «compétitivité régionale et emploi», elles ont toutefois réussi à rattraper légèrement leur retard. La gestion du savoir y augmente également (presque à la même vitesse que dans les autres types de régions).

5. Conclusion

Cette analyse sommaire a montré que les secteurs de croissance européens ont apporté une contribution importante à la convergence. Mais il existe encore de fortes différences au niveau de la structure économique des trois catégories de régions et le modèle de l'harmonisation diffère dans les régions en convergence et dans les régions en transition. Cette situation se traduit par différentes répercussions au niveau politique.

Les efforts entrepris pour renforcer les secteurs européens à forte croissance, c.à.d. les secteurs caractérisés par des croissances exceptionnelles en matière d'emploi ou de valeur ajoutée brute semblent justifiés. Ces secteurs offrent à l'économie européenne non seulement une perspective de croissance globale très claire, ils peuvent également être des moteurs performants du processus de convergence au sein de l'UE.

L'analyse montre en outre que les régions en convergence connaissent une vaste restructuration économique. De nombreux emplois sont créés dans le domaine des prestations de services, alors qu'un nombre encore plus important d'emplois disparaît dans l'agriculture. La croissance de la valeur ajoutée brute est surtout élevée dans les secteurs de l'industrie et des services, la croissance de la productivité est trois fois plus élevée que dans les régions de l'objectif «compétitivité régionale et emploi». Cette restructuration nécessite des mesures politiques taillées sur mesures.

Les régions en convergence devraient faciliter le transfert des emplois vers le secteur des services, en particulier dans des secteurs ne nécessitant pas un niveau d'éducation élevé et devraient poursuivre la modernisation de leur agriculture. Etant donné que l'industrie est et restera un secteur important dans les régions en convergence, la politique devrait soutenir une nouvelle orientation progressive de l'industrie vers des activités à forte productivité et forte valeur ajoutée, afin d'éviter une spécialisation dans des secteurs industriels particulièrement exposés à la concurrence internationale et offrant de faibles perspectives de croissance.

Les régions en convergence devraient par ailleurs essayer d'améliorer le niveau d'éducation des travailleurs, étant donné que la conversion vers des activités à forte valeur ajoutée se traduira par une demande accrue pour une main-d'œuvre mieux qualifiée. Cette évolution se répercutera également sur la rapidité d'assimilation des nouvelles technologies et contribuera à réduire les disparités en matière de productivité.

Le niveau élevée de productivité dans les régions de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» apporte finalement à ces régions un avantage en matière de concurrence, non seulement en Europe, mais également à l'échelon mondial. Cette productivité élevée est basée sur des investissements élevés dans le domaine de la recherche et du développement, qui sont nettement supérieurs à ceux des régions en convergence. Afin de préserver un avantage global dans le domaine de la compétitivité, ces régions doivent toutefois être en mesure de concourir avec d'autres concurrents internationaux, qui investissent encore plus dans la recherche, le développement et l'éducation. Ceci montre clairement qu'il est utile d'orienter de plus en plus la politique de cohésion dans les régions de l'objectif «compétitivité régionale et emploi» vers des investissements dans le domaine de l'innovation et du capital humain.

F:\DATA\334 AGEG\REFERATEundSTELLUNGNAHMEN\2008\Fünfter Kohäsionsbericht\ZusammenfassungDE.doc